



ÉDITORIAL

La bataille est aussi idéologique

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Rupture. Le mot est lâché par le premier ministre, Sébastien Lecornu. Les consultations des forces politiques semblent convaincre le nouveau locataire de Matignon de faire autrement. Mais le sempiternel discours sur la « méthode » ne fonctionne plus. Barnier, Bayrou comme Lecornu, illégitimes au regard du vote populaire, ne sont prêts en réalité à aucune concession. On sait que le mot rupture ne dit rien en soi. La vraie et l'unique rupture doit être sur le fond contre ces projets d'austérité, saupoudrés de poussées autoritaires et de remises en cause de l'État de droit voulues par Bruno Retailleau et l'extrême droite. Dans ce contexte, la bataille idéologique fait rage. Les soutiens des droites coalisées à l'extrême droite matraquent en permanence leur discours sur l'immigration, l'insécurité et l'islam, relayés par des puissants médias détenus par quelques milliardaires. Ils le doublent maintenant d'un discours sur la dette, promettant du sang et des larmes aux travailleurs.

Et pourtant, malgré ce matraquage en continu, la politique de l'offre et la théorie du ruissellement sont rejetées massivement. Il faut dire qu'avec 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, qu'avec des cohortes de privés d'emploi subissant les dégâts de la désindustrialisation et des réformes successives de l'assurance-chômage, le bilan macroniste n'est pas glorieux. Il y a une soif de justice sociale et fiscale qui émerge, comme le démontrent les mobilisations récentes.

Les principes de contrôle de l'argent public versé aux grandes entreprises, au lieu de nourrir les actionnaires, comme une taxation plus élevée des ultra-riches, qui ont largement profité de la crise, sont largement partagés. La taxe Zucman, un impôt plancher de 2 % sur les revenus du patrimoine au-delà de 100 millions, comme le contrôle des 211 milliards d'aides publiques aux grandes entreprises, aujourd'hui versés sans transparence, ni suivi ni

évaluation, sont désormais des revendications populaires. Rien ni personne ne peut arrêter une idée qui s'empare des masses.

Fébrile, le camp du capital contre-attaque et tente de discréditer, caricaturer, moquer ou invisibiliser ces deux propositions. Tour à tour, le patronat, Bernard Arnault en tête, et les éditorialistes libéraux tentent d'éteindre le feu. Leur morgue démontre leur fébrilité. La colère est grande face à celles et ceux qui veulent faire croire que l'austérité est la seule voie, sans s'interroger sur leur propre responsabilité quant au manque d'argent dans les caisses de l'État. Celles et ceux qui sont en colère ne sont pas des irresponsables qui voudraient le chaos, ce ne sont pas de doux rêveurs qui planeraient face à des pragmatiques réalistes quant à la situation économique. Ce sont des hommes et des femmes qui sont lucides sur les dégâts causés, partout dans la société, par des années de politiques libérales.

La foule est aux trousses du couple exécutif et prépare l'après-Macron. Le peuple fera de l'examen budgétaire un temps fort de notre démocratie. Le futur gouvernement n'aura d'autre choix que d'écouter pour répondre aux besoins populaires. Ils sont acculés, au bout de leur logique libérale et antidémocratique. La gauche a marqué des points dans la bataille idéologique. Et chacun sait qu'elle est le préalable à toute victoire électorale. Il faut donc unir nos forces pour transformer l'essai et répondre à cette volonté populaire, qui s'est exprimée successivement le 10 septembre, puis à la Fête de l'Humanité et le 18 septembre dernier, pour en faire une victoire politique durable. ●

Acculé, au bout de sa logique libérale et antidémocratique, le couple exécutif n'aura d'autre choix que d'écouter pour répondre aux besoins populaires.